

joute au problème du chômage. Les gens se sont tournés vers d'autres formes de logements, notamment vers les maisons mobiles dans des parcs aménagés. Mais maintenant, les municipalités se font tirer l'oreille pour attribuer d'autres zones pour ce genre d'habitations à cause de l'allure délabrée de ces parcs. J'ai pourtant l'impression que de plus en plus de citoyens devront se contenter de ce genre d'habitation. Il est temps que le gouvernement se rende compte de la situation et libère des fonds pour des maisons mobiles et pour la construction de parcs qui ne seraient pas autant de taudis ruraux.

Il me semble également que le ministre chargé du logement devrait recommander à l'attention du cabinet un arrangement quelconque qui permettrait aux gens forcés par les circonstances et désirant obtenir ce type de logement de ne pas être en butte à la discrimination.

Je sais qu'on fait beaucoup appel au Trésor public et qu'il appartient au gouvernement de fixer ses propres priorités. S'il y a pénurie de fonds pour le logement peut-être pourrait-on s'adresser à d'autres sources. Il y a, par exemple, la pratique néo-zélandaise de capitalisation des allocations familiales pendant 15 ans afin de permettre le paiement d'un acompte sur une maison. Après tout, un des objectifs des allocations familiales est de fournir un logement convenable, un environnement correct et des possibilités normales aux enfants.

Bref, et je termine ici mes remarques, monsieur l'Orateur, un des problèmes qui se posent, c'est le fait que l'inflation et le chômage s'accroissent concurremment, ce qui devrait indiquer, à mon avis, que les politiques économiques du gouvernement ne marchent pas selon les prévisions. Deuxièmement, les groupes organisés, tels les médecins, les avocats, les syndicats du travail et même les députés peuvent, je crois, résister aux pires effets de l'inflation. Les mesures adoptées nuisent surtout à ceux qui sont déjà défavorisés—les pauvres, la main-d'œuvre non spécialisée et les employés de l'État. Ce sont eux qui ont le plus besoin d'aide.

Il y aurait lieu, me semble-t-il, de réviser toute la politique du gouvernement avant que le pays ne soit plongé dans le marasme social. Ces politiques économiques sont fondamentalement et réellement injustes et inéquitables et elles contribuent au malaise social.

[Français]

**M. Rosaire Gendron (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur le président, en écoutant ce matin celui qui a proposé la

[M. Rose.]

motion, nous étions tentés, dû à la facilité de son élocution, l'élégance de la forme de son discours, d'en oublier le fond.

Et lorsqu'on y regarde d'un peu plus près, on convient que le fond de son discours était largement teinté de «partisanerie» politique. C'est peut-être de bonne guerre, mais il ne faut tout de même pas faire, sur le dos de ceux qui souffrent et qui s'inquiètent et qui sont en chômage, de la politique partisane.

On ne peut faire oublier aux gens, actuellement, l'interdépendance de nos économies: les économies de l'Ouest, en particulier, et un orateur signalait tout à l'heure que nous étions responsables, du côté gouvernemental, d'une baisse dans les Bourses canadiennes.

Je me surprends même qu'il n'ait pas signalé que nous étions également responsables de la baisse de la Bourse à Wall Street.

**Une voix:** Cela remonte!

**M. Gendron:** Il est bien connu que lorsque, et c'est presque un axiome, les États-Unis éternuent, nous attrapons, de ce côté-ci de la frontière, la grippe.

On sait que ce malaise de l'inflation et la crise de chômage existent à l'heure actuelle dans tous les pays de l'Ouest et que les grandes causes sont également bien connues: Ce sont, à travers le monde, les foyers d'incendie qui existent et qui menacent de faire éclater la planète dans une guerre mondiale et internationale.

Et chacun, au fond de son cœur, souhaite qu'on fasse la paix le plus tôt possible, qu'on retire les troupes et qu'on produise pour des biens de consommation, des biens de production et non pas emprunter sur les marchés pour produire des biens qu'on va détruire et jeter sur la tête des autres, créant ainsi, en plus des problèmes sociaux incommensurables, un climat inflationnaire, ne produisant pas, avec ces mêmes argents, les biens de production pour maintenir un équilibre économique.

Et ces problèmes, nous en souffrons au Canada et nous en souffrons largement. Il nous faut nous rendre compte que l'inflation, c'est un grand mal et qu'on n'a pas le choix, si ce n'est de tenter d'y trouver des remèdes. C'est la façon la plus hypocrite, en somme, de taxer les gens, et parfois les plus faibles d'entre eux, en diminuant leur pouvoir d'achat, alors que leurs revenus sont fixes.

Si on a facilité à trouver le mal, à l'heure actuelle, et on s'est permis de le signaler abondamment du côté de l'opposition, ce sont les remèdes que les gens recherchent, et cela, nous en avons été, du côté de l'opposition, un peu plus avares.